

Effets immédiats du diagnostic flash UPEM – IGAENR

Gel de 50 postes d'enseignants et d'enseignants-chercheurs titulaires sur les années à venir

Devant les élus du conseil d'administration, les directeurs de composantes et de laboratoires, l'Inspection Générale de l'Education Nationale et de la Recherche (IGAENR) a présenté son diagnostic flash (mai-août 2014) déclenché par les deux déficits successifs de l'université. En trois temps (analyse de la dégradation depuis le passage aux RCE, focus sur la gestion de la masse salariale, préconisations pour revenir à l'équilibre et dégager une marge d'autofinancement), l'IGAENR a rendu son verdict. Dans un contexte de fusion à marche forcée, elle ne propose que du sang et des larmes, à commencer par le gel séance tenante de la totalité des supports de postes d'enseignants et d'enseignant-chercheurs disponibles, et des gels, au cas par cas de postes de BIATSS.

La description d'ensemble de l'inspection générale, confirme tout en les précisant la quasi totalité des analyses budgétaires, que nous portons dans les conseils. Le rapport présenté a fait l'objet d'un développement détaillé de l'utilisation de la masse salariale (évolution des effectifs dans les corps, des régimes indemnitaires, effets de repyramidage au détriment des catégories C...). En constante croissance -malgré le blocage du point d'indice- et conjuguée à la carence de l'État à honorer ses responsabilités, cette augmentation creuse mécaniquement le déficit structurel de l'université (environ 2M€/an). L'UPEM se voit une fois de plus reconnue la sous dotation de 200 postes manquants (100 BIATSS / 100 Enseignants). Cependant, quand l'UPEM ouvre des postes afin de réaliser ses missions de service public, elle se voit rappelée à l'ordre.

La pression sur la masse salariale qui atteint aujourd'hui notre université est la déclinaison locale de la politique de rigueur qui a déjà touché d'autres universités et qui impacte l'ensemble des services publics.

En revenant dans le détail sur les budgets antérieurs de l'université, et en particulier sur les effets de la levée d'anomalies comptables, l'université ne s'apprête pas à essuyer un troisième exercice déficitaire, mais un quatrième ! A cette cause racine, née du passage aux responsabilités et compétences élargies, s'ajoute depuis 2010 l'effondrement des capacités d'autofinancement de l'université (Plus de 5 M€ en 2010, -1.2M€ en 2013), considérée par l'IGAENR comme un indicateur de bonne santé.

Cette situation sans équivalent dans l'histoire de notre université appelle une réaction de tous pour défendre et pérenniser l'investissement de chacun de ses personnels pour l'intérêt général et le service public d'ESR. Nous ne pouvons admettre les termes de la lettre de cadrage qui sera ou a été soumise à la Commission Recherche le 24 septembre, au Conseil Académique le 25 septembre, au Comité Technique de Proximité le 26 septembre et au Conseil d'Administration le 2 octobre, elle met l'université sur une pente dangereuse ! Nous demandons que le rapport de l'IGAENR, ainsi que le projet de "lettre de cadrage budgétaire-campagne emploi" soient diffusés à l'ensemble des personnels.

Dans ce contexte et plus particulièrement celui d'une fusion à marche forcée avec l'UPEC, et sans engagement budgétaire de l'État, qu'advendra-t-il à court terme de la recherche et des formations dispensées dans l'université ? Alors que le débat sur le projet de loi de finance au parlement s'annonce des plus tendu, notre riposte est cruciale. L'avenir de l'université se joue en ce moment. L'engagement de tous est essentiel.

*Nos organisations appellent à une assemblée générale le **30 septembre, à 12h30.***

Ensemble organisons la riposte !

Les élus SNESup FSU, SNASUB FSU et CGT et des listes « Service public et Démocratie » dans les conseils.

et

Les organisations syndicales, SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, CGT, SUD, CNT.